

respectant ce cadre, de nouvelles idées de tous ceux d'entre nous qui s'intéressent à la paix et à la sécurité dans le monde sont requises.

Et cette nouvelle réflexion doit déborder les structures gouvernementales et les institutions internationales comme l'ONU. L'engagement du Canada envers le maintien de la paix a toujours été fondé sur le soutien du peuple canadien. Ce soutien reste ferme, comme l'ont montré clairement des sondages récents. Mais en cette période de crise et de changement, le gouvernement voudra s'assurer que ce consensus public est maintenu, se montrer attentif aux vues des Canadiens et des Canadiennes inquiets et discuter des répercussions de ses politiques au plan des ressources à engager.

C'est sur cette toile de fond que j'ai eu le plaisir, la semaine dernière, de présider une discussion stimulante et de grande envergure entre experts, à l'occasion d'un colloque sur le *Programme du Canada pour la paix et la sécurité dans le monde*. Fait digne de mention, les participants à ce colloque n'étaient pas uniquement des spécialistes militaires, mais aussi des représentants des intervenants civils au processus de maintien de la paix, observateurs d'élections, travailleurs humanitaires et policiers pour n'en nommer que quelques-uns. Je considère ce colloque comme une contribution à la discussion nationale sur le sujet et c'est dans ce contexte que je suis particulièrement heureuse de me présenter aujourd'hui devant le Comité.

Je souhaite, dans le cadre de ces observations préliminaires, faire porter mes propos sur six instruments utilisés pour la gestion des crises et qui sont tirés de l'*Agenda pour la paix*, publié l'été dernier par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros-Ghali. Pris dans leur ensemble, ces instruments proposent diverses façons de gérer les conflits éventuels ou en cours.

À un bout du spectre, nous trouvons la *diplomatie préventive*, qui a pour but de prévenir le déclenchement de conflits en s'attaquant aux problèmes sous-jacents et à leurs causes premières. Cette notion comprend des mesures telles des mécanismes d'alerte rapide pour que les conflits éventuels puissent être anticipés, peut-être assez rapidement pour être évités, des missions d'enquête et de surveillance, des mesures propres à accroître la confiance comme des inspections militaires réciproques, des avertissements aux belligérants éventuels, le parrainage de consultations et des offres de médiation.

Le Canada est déjà actif dans ce secteur. Dans l'ancienne Yougoslavie, nous avons participé à de nombreuses initiatives, dont la mission de surveillance de la CSCE dirigée par la CE, la mission d'enquête de la CSCE sur la situation militaire au Kosovo dirigée par le Canada en juin dernier et les missions de prévention des conflits de la CSCE dans d'autres régions de l'ancienne Yougoslavie. Le Canada a en outre fourni un appui logistique et